
Les territoires de l'excellence au risque du quotidien

Aline Brochot

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/strates/6724>

DOI : 10.4000/strates.6724

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2008

Pagination : 237-248

ISBN : 0768-8067

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Aline Brochot, « Les territoires de l'excellence au risque du quotidien », *Strates* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le 13 mars 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/strates/6724> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/strates.6724>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les territoires de l'excellence au risque du quotidien

Aline Brochot

- 1 Les politiques de protection du patrimoine et des paysages tendent généralement à mettre hors du temps et de l'espace les territoires auxquels elles s'appliquent. Leur objectif général de préservation à long terme vise à assurer le maintien en l'état des caractéristiques qui ont valu au territoire d'être reconnu dans son statut d'exceptionnalité. Si, s'agissant d'espaces « naturels », ou peu anthropisés, cet objectif peut sembler accessible, dans le cas de territoires vivants soumis à une multiplicité d'usages, cela soulève des questions fondamentales qui mettent en balance l'exigence de conservation *stricto sensu* du caractère d'excellence du territoire, d'une part, et les aspirations des populations locales à un développement qui aille dans le sens de l'amélioration de leurs conditions de vie, d'autre part. Comment alors concilier ces impératifs et assurer à la fois l'intangibilité du territoire et permettre sa nécessaire mobilité au quotidien ? Telle est la problématique à laquelle se trouvent confrontés les « paysages culturels » inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1992¹.
- 2 Si elle fait figure de sanction suprême de la « valeur universelle exceptionnelle² » du territoire, l'Inscription fait aussi peser sur ses habitants des responsabilités nouvelles. Souvent pensée et présentée comme une fin en soi, voire une récompense, l'Inscription n'en instaure pas moins une rupture, dans le temps et dans l'espace, et un nouvel ordre pour le territoire. À travers la mise en place de modalités de gestion conformes à ce nouveau statut, ce sont de nouveaux rapports à leur espace de vie qui s'imposent – ou sont imposés – aux habitants, contraignant ou réduisant parfois leurs activités. La délimitation de la zone « élue » institue *de facto* un dedans et un dehors produisant une altérité nouvelle et induisant de nouvelles formes de rapports et d'échanges par rapport à une périphérie demeurée, elle, dans son statut de territoire ordinaire. Enfin, l'attribution d'un statut d'excellence, *a fortiori* au niveau mondial, entraîne la construction de nouvelles représentations, à l'extérieur comme à l'intérieur, qui sont

alors incorporées dans les pratiques de gestion, de promotion et de consommation du territoire.

- 3 Conférer une valeur d'exceptionnalité à un territoire est donc loin d'être une opération blanche, une simple labellisation sans effets sur les configurations et dynamiques locales. Il y a un avant et un après et, désormais, il faut « habiter le patrimoine » (Gravari-Barbas, 2005). Il faut désormais habiter, non plus un territoire ordinaire, substrat que l'on peut façonner au gré de ses activités quotidiennes et stratégies pour l'avenir, révisables « à vue », mais un territoire formaté de l'extérieur, soumis à des normes de fonctionnement édictées dans une vision à long terme et auxquelles le quotidien doit se plier. Ce qui se passe dans un territoire lorsqu'il devient exceptionnel amène donc à repenser le système d'interactions entre les sociétés locales et le territoire qu'elles habitent, et à repenser – ou poser différemment – la question de son développement futur. À cet égard, les paysages culturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco constituent des laboratoires d'observation des modalités que peuvent prendre la coexistence et la confrontation, en un même lieu et en un même temps, de l'exceptionnel et de l'ordinaire, de l'intangible et du mobile, du mondial et du local. C'est la problématique d'un programme de recherche en cours dans trois « paysages culturels » du patrimoine mondial : la Juridiction de Saint-Émilion (France), les Cinque Terre (Italie) et la Région viticole historique de Tokaj (Hongrie)³. La recherche ayant débuté dans le courant de l'année 2006, il est difficile de présenter des résultats. C'est donc une réflexion globale qui est proposée ici, à la lumière de recherches antérieures⁴.

Apposer le label de l'excellence sur la trame du quotidien

- 4 La « fabrique » de l'excellence, telle qu'elle a été définie par l'Unesco, répond à des exigences et suit des modalités qui se veulent universelles, aussi bien dans leur conception que dans leur application. Il s'agit, dans un premier temps, de distinguer « les biens inestimables et irremplaçables non seulement de chaque nation mais de l'humanité tout entière », ceux auxquels « on peut reconnaître, en raison de leurs remarquables qualités, une valeur universelle exceptionnelle⁵ » selon un référentiel commun mis à la disposition des candidats par le Comité du patrimoine mondial. Vision « mondialisée » de l'excellence qui pose *a priori* tous les territoires sur le même pied d'égalité, mais qui, localement, amène rapidement à s'interroger sur la légitimité des critères retenus et sur les motivations et objectifs de l'Inscription elle-même. D'autant que la mise en place d'un « plan de gestion », dans un second temps, oblige à conformer les modalités du fonctionnement du territoire aux exigences du niveau de protection visé suscitant inévitablement des interrogations sur l'adéquation des fins et des moyens.

La « fabrique » de l'excellence ou du local « ordinaire » à l'exceptionnel mondial

- 5 Comment un territoire, jusque-là ordinaire, devient-il exceptionnel et de valeur universelle ? Rappelons que chaque pays signataire de la Convention doit, préalablement, établir une liste indicative des biens qu'il souhaite proposer à

l'Inscription. L'ensemble de ces listes constitue, pour le Comité du patrimoine mondial, à la fois un inventaire complet et une base d'évaluation relative de la qualité et de la répartition géographique des biens proposés. À ce stade, chaque bien doit être décrit brièvement selon un formulaire standard destiné à informer le Comité sur ses caractéristiques principales et sa vocation à devenir patrimoine mondial.

- 6 La « proposition d'inscription » proprement dite doit être, elle aussi, présentée selon un format standard⁶ qui reprend sous un plan très détaillé tous les éléments de description et de justification permettant de « démontrer que le bien proposé est véritablement de “valeur universelle exceptionnelle”⁷ ». Après une description générale qui présente ses caractéristiques physiques, géographiques et historiques, la « justification de l'inscription » doit démontrer que le bien répond aux « critères » énoncés dans la Convention, qu'il satisfait aux exigences « d'authenticité et/ou d'intégrité » et, au moyen d'une « analyse comparative », qu'il se distingue des biens similaires déjà inscrits. Une section est ensuite consacrée à la description de « l'état de conservation du bien » et aux facteurs pouvant l'affecter. Enfin, la proposition doit comporter une description analytique des outils juridiques permettant d'assurer la protection et présenter un « plan de gestion » qui en assure la mise en application et le suivi.
- 7 La procédure suit ensuite un rythme et un circuit eux aussi soigneusement formatés. Les propositions sont d'abord évaluées par l'Icomos et/ou l'UICN qui transmettent leur rapport et donnent leurs recommandations quant à l'Inscription au Secrétariat ; ce dernier vérifie l'état des dossiers et transmet au Bureau du patrimoine mondial qui formule alors ses recommandations au Comité. Celui-ci enfin examine les propositions d'inscription et classe ses décisions en quatre catégories : (a) bien qu'il inscrit sur la Liste du patrimoine mondial ; (b) bien qu'il décide de ne pas inscrire ; (c) bien dont l'examen est différé ; (d) bien dont l'examen est renvoyé dans l'attente d'information complémentaire.
- 8 Nous ne nous attarderons pas sur les questions que posent à la fois cette modélisation et cette mondialisation du regard et de l'appréciation de la valeur d'exceptionnalité d'un territoire : la réduction de la spécificité des sites à un « format » universalisant ; la pertinence des critères d'évaluation ; la définition de l'authenticité ; la prise en compte de l'évolution des territoires ; l'équilibre entre biens naturels et culturels, ainsi que l'équilibre géoculturel des biens proposés sont des sujets largement débattus au sein du Comité du patrimoine mondial. Les nombreux ajouts et amendements au texte de la Convention depuis 1972 le démontrent⁸. En revanche, c'est la forme que prend, localement, l'entrée dans le processus d'Inscription que nous nous attacherons à décrire.

Une procédure qui tend à ignorer le quotidien des territoires

- 9 Composés d'élus, d'institutionnels, d'universitaires ou de professionnels, parfois mandatés par les instances nationales, les comités de pilotage qui sont mis en place pour porter le dossier d'Inscription se trouvent d'emblée confrontés à un impératif majeur : faire coïncider l'esprit du texte et la matérialité du terrain. En d'autres termes, ils doivent adapter leur discours aux critères imposés, extraire de la réalité du territoire les éléments de distinction qui prouvent sa « valeur universelle exceptionnelle », et eux seuls.

- 10 « Rentrer dans les critères » revient alors souvent à appliquer une grille de lecture du territoire qui a plutôt tendance à concentrer l'attention sur les aspects historiques et culturels et à gommer les marques du vécu et des fonctions actuelles du territoire. C'est une certaine poésie, un discours idéal qui est construit et qui parle plus volontiers du lieu tel qu'il fut plutôt que tel qu'il est, et devient. Ainsi l'inscription de la « Région viticole historique de Tokaj » a été fondée sur la démonstration de l'antériorité de l'activité vitivinicole qui, il est vrai, a, comme dans la majorité des vignobles européens, construit une véritable culture locale. La spécificité du vin de Tokaj et la renommée internationale acquise depuis le XVII^e siècle – on attribue à Louis XIV, découvrant ce vin, la paternité de la formule « le vin des rois, le roi des vins⁹ » – en ont de plus fait un emblème national. Si les dimensions culturelles et symboliques sont toujours vivaces et entretenues par l'ensemble du corps social, il reste qu'après les bouleversements structurels qui ont caractérisé la période socialiste, le paysage du vignoble est à nouveau soumis à des transformations très importantes depuis les années 1990 et la restructuration de la production, en particulier sous l'impulsion d'investisseurs internationaux. Même si elles sont présentées comme une volonté d'un retour à l'âge d'or du vignoble, c'est-à-dire au XIX^e siècle où les grands domaines assortis de leur demeure de maître structuraient l'espace (et la société), ces évolutions n'en entraînent pas moins de profonds changements dans le paysage actuel et à venir. Dans les Cinq Terre, c'est un paysage relique de terrasses agricoles que l'on entend conserver malgré la presque totale disparition des activités qui ont contribué à le construire. Ce que l'on souhaite protéger aujourd'hui n'est donc souvent plus que le reflet ou le reliquat d'un passé n'ayant plus d'existence réelle que par les signes laissés dans le paysage. Privilégier ces signes revient à faire passer au second plan ce qui fait la structure et le fonctionnement actuels du territoire alors repris, dans le plan de gestion, au chapitre des facteurs de pression affectant le bien.
- 11 En outre, essentiellement fondée sur une collecte de documents et, de plus, souvent confiée à des bureaux d'études opérant à l'échelon régional ou national, la réalisation du dossier tend à privilégier un regard extérieur qui, pour être technique et dénué de passion, laisse finalement peu de place pour l'analyse des représentations sociales et du ressenti du territoire par ses habitants. La participation des populations locales préconisée par le texte d'application de la Convention¹⁰ est loin d'être effective, l'essentiel du processus se déroulant au niveau des élus et des groupes d'influence. Quel que soit le motif de cette absence de publicité¹¹, les habitants, informés « après coup » de l'Inscription, sont alors comme mis en demeure de s'impliquer dans une gestion à vocation patrimoniale de leur espace de vie.
- 12 C'est donc, au total, sur une analyse à caractère technico-scientifique que repose la consécration d'un territoire reconnu pour sa « valeur universelle exceptionnelle » par l'Unesco. Le processus d'inscription opère, presque mécaniquement, une dissociation de niveaux d'appréhension du territoire, deux trames qui se superposent, l'une de l'ordre du culturel et du symbolique, l'autre de l'ordre du vécu et du fonctionnel et dont l'interaction n'est pas véritablement pensée ni intégrée. Si, dans cette phase de consécration de l'excellence d'un territoire, l'exceptionnel ne peut se mettre en place que par une certaine négation du quotidien et de l'ordinaire, dans la phase de gestion au long cours qui débute alors, c'est pourtant ce vécu qui va s'imposer et ramener l'ensemble des habitants et acteurs locaux devant une réalité inédite : vivre l'exceptionnel au quotidien.

Quand le quotidien s'impose à l'exceptionnel

- 13 Ainsi, la procédure d'Inscription, si elle est l'occasion de passer en revue les atouts d'un site et les menaces qui pèsent sur sa conservation, marque aussi le début d'un nouvel ordre pour le territoire et ses habitants. Si, pour certains, elle figure une rupture instauratrice qui permet de penser le devenir du territoire et d'y redéfinir sa place de façon plus avantageuse, pour d'autres elle fait peser au quotidien une charge de limitations et de contraintes difficile à assumer, d'autant que c'est parfois, là aussi, sa place dans le territoire qui se joue. L'une et l'autre de ces positions n'étant jamais très éloignées, c'est dans une grande ambivalence que le territoire s'organise dans son nouveau statut : ambivalence vis-à-vis de l'inscription elle-même, mais aussi ambivalence dans les modes de positionnement relatif des individus et des groupes face à cette nouvelle donne.

Quand l'utopie universelle butte sur la réalité du local

- 14 Qu'elles l'aient désiré ou non, qu'elles y aient participé ou non, les populations locales se trouvent, presque brutalement, confrontées au changement d'affectation tant symbolique que matérielle de ce qui n'était jusqu'à présent que leur lieu de vie habituel. L'intégration de ce nouveau statut ne va pas sans bouleverser les équilibres spatiaux et sociaux en place, ni sans entraîner des manifestations souvent chargées d'hostilité car, ainsi que le souligne Maria Gravari-Barbas, « la patrimonialisation ne se fait pas sans incidences sociales » (2005, p. 14), ni parfois sans violence pourrions-nous ajouter.

Délimitation ou mise à distance ?

- 15 En premier lieu, la coupure spatiale instaurée par l'Inscription place de fait le site et ses habitants en situation de rupture par rapport au reste de la région « qu'il contribue ainsi, en creux, à disqualifier » (La Soudière, 1991, p. 26). Entre le bien inscrit et sa périphérie immédiate, ce sont deux territoires qui désormais ne fonctionnent plus selon les mêmes règles ni les mêmes logiques. Ce sont de nouveaux rapports de voisinage qui se mettent inévitablement en place où percent des réactions hostiles de la part de ceux qui peuvent se sentir exclus d'un processus de valorisation perçu comme une source de développement potentiel, les amenant à remettre en question la légitimité même de l'Inscription. De fait, en Hongrie, les sites inscrits sur la Liste du patrimoine mondial sont déclarés prioritaires au niveau national pour l'attribution de subventions et, dans la région de Tokaj, excentrée et considérée comme l'une des plus pauvres du pays, cela ne peut manquer de susciter rancœurs et ressentiments de la part des « exclus ». D'ailleurs les acteurs locaux du site mesurent parfaitement l'avantage d'une telle désignation, se réjouissant que désormais « le gouvernement ne peut plus nous oublier¹² ».
- 16 La délimitation des territoires, telle que l'Unesco l'a validée, n'est pas non plus toujours en correspondance avec celle que les habitants auraient spontanément souhaitée, créant une sorte de tension entre une valeur d'attribution extérieure et son acceptation effective par ses dépositaires désignés. La distinction, de surcroît, d'une zone centrale et d'une zone tampon ne fait qu'ajouter à l'incompréhension et au déni de ceux qui

interprètent cette différenciation comme une relégation dans une zone de second choix. La délimitation de la Région viticole historique de Tokaj a suscité des réactions très contrastées et parfois conflictuelles. Considérant que la zone d'appellation historique, délimitée dès 1737, comprend 27 communes, l'ensemble des acteurs locaux aurait souhaité voir ce territoire inscrit dans son intégralité. Il l'est, mais la délimitation d'une zone centrale, limitée à 9 communes autour de la ville de Tokaj, a provoqué une vague de protestations, notamment de la part des viticulteurs et de leurs représentants : « La région est bien délimitée depuis 1737, alors pourquoi cette partie seulement ? » ; « S'il y a classement aujourd'hui, c'est grâce à nous, Tokaj Renaissance¹³ »¹⁴. Menaçant de déboucher sur un conflit ouvert, les hostilités ont été, pour un temps, refermées avec l'Inscription, à titre de « zone centrale », de quelques caves historiques à l'intérieur de la zone tampon, et avec l'évocation d'une possible extension, à terme, de la zone centrale.

- 17 Dans leur ensemble, les habitants ne comprennent pas toujours l'utilité de cette distinction : « On nous dit que cela n'a pas d'importance, alors pourquoi cette zone tampon¹⁵ ? ». Nous verrons plus loin que cette partition recouvre en fait des enjeux d'un autre ordre, car elle offre la possibilité de poursuivre des activités non compatibles avec les exigences du patrimoine mondial.
- 18 Enfin, l'Inscription a aussi réactivé un conflit latent avec la Slovaquie voisine où trois communes faisaient partie de l'aire d'appellation historique avant l'amputation consécutive au Traité de Trianon en 1918. S'appuyant sur l'argument que le vignoble slovaque a connu de trop grandes transformations, son état actuel ne correspondant plus aux règles de l'appellation, les autorités hongroises ont jusqu'à présent refusé de l'inclure dans le périmètre inscrit, malgré les sollicitations de l'Unesco se fondant, là encore, essentiellement sur des considérations historiques.
- 19 Ainsi, la transposition sur le terrain d'une délimitation voulue objective par la médiation de critères universels, en créant une altérité nouvelle, engendre en fait quasi automatiquement des zones d'exclusion et des inégalités territoriales dont ce sont finalement les gestionnaires et les habitants du site qui auront à gérer les effets.

La fierté au prix de la dépossession ?

- 20 Si, dans leur grande majorité, les habitants se déclarent très fiers de l'Inscription, cela ne fait cependant pas oublier que cette reconnaissance se fait au prix d'une certaine dépossession. Car, dorénavant, c'est aussi avec des populations extérieures – virtuellement l'humanité tout entière – que les habitants devront partager l'espace dont ils ont eu, jusqu'à présent, l'usage quasi exclusif. La labellisation emporte, de surcroît, dans une même appréciation, l'ensemble du territoire, même ses recoins les plus ordinaires : c'est la sacralisation du tout au mépris de la spécificité de ses parties. Tout devient patrimoine mondial et il n'y a plus d'espace privé, d'interstices où s'affranchir du poids de l'excellence globale et du jugement mondial. En outre, l'afflux, parfois considérable, de visiteurs attirés par la notoriété nouvelle du site¹⁶ impose la mise en place de structures d'accueil et de modalités de fonctionnement spécifiques qui rompent avec les usages et les équilibres locaux. Le sentiment de « n'être plus entièrement chez soi » et de devoir fonctionner selon des règles conçues pour d'autres s'insinue peu à peu, posant alors avec force la question de l'acceptabilité sociale de la labellisation d'un territoire.

Un rapport coûts/avantages à reformuler au cas par cas ?

- 21 Même si la plupart des acteurs économiques ont des avantages à tirer de cette dynamique, notamment en termes commerciaux, tous ne peuvent en profiter au même degré et, pour certains, l'Inscription confère un « statut qui contraste avec celui que leur nie leur vie quotidienne » (Gravari-Barbas, 2005, p. 23) demeurée, elle, de la plus grande simplicité et parfois difficulté. Ceux-là ne pourront sans doute jamais « prendre le train qui passe » et nourriront beaucoup d'amertume face à une distinction présentée comme un atout et une source de profit potentielle, mais pour qui ? « Le patrimoine mondial ? Cela ne nous a rien apporté, dit ce petit vigneron de Tokaj. On ne sait pas où va l'argent. Moi, ma cave s'est effondrée et on ne me donne pas de quoi la remettre en état¹⁷ ».
- 22 Accélérateur de croissance pour les uns, ce nouveau statut est pour d'autres un frein qui remet en cause leur place dans le tissu économique et, partant, dans la société locale. Il en va ainsi des activités industrielles qui d'un coup deviennent les ennemies désignées du milieu naturel et du paysage et, par conséquent, indésirables. Certaines pourront se délocaliser, mais pour d'autres, cela peut signifier l'arrêt pur et simple. L'exploitation de carrières constitue l'autre activité importante de la région de Tokaj et une source d'emplois dont beaucoup de communes sont fortement dépendantes alors qu'elles connaissent des taux de chômage très élevés. Aussi, est-ce avec prudence que les prescriptions de préservation écologique et paysagère contenues dans le plan de gestion sont opposées aux exploitants miniers afin de minimiser les conflits. C'est d'ailleurs là que l'existence de la zone tampon trouve en partie sa légitimité car, soumise à des règles moins sévères, elle permet à ces activités de subsister. Si l'on mentionne que l'un des adjoints au maire porteur du dossier de demande d'Inscription est impliqué dans l'exploitation minière, la délimitation retenue pour la « zone centrale » prend alors un autre sens.
- 23 Souvent aussi la désillusion est forte lorsque l'on constate que l'Inscription ne peut en aucun cas infléchir les tendances lourdes, celles qui conditionnent la marche du territoire, au premier chef celle de l'emploi. Dans les régions fragilisées par la récession économique ou par la déshérence des activités traditionnelles, les perspectives d'embellie attachées à l'Inscription ne suffisent pas à retenir les populations actives, et principalement les jeunes. C'est certainement dans ce domaine que se concrétise avec le plus d'acuité la difficile confrontation de deux logiques qui trouvent leur légitimité dans deux pas de temps et à deux niveaux sociaux différents : d'un côté, faire un pari sur l'avenir et mettre en place les conditions nécessaires pour le faire advenir pour toute une collectivité ; de l'autre, subvenir à ses besoins individuels au jour le jour. À Tokaj, comme dans les Cinque Terre, l'Inscription ne pourra pas inverser les tendances démographiques – avant longtemps. Non viables économiquement, les petites parcelles de vigne de Tokaj sont délaissées ou vendues par les plus jeunes qui partent s'installer dans les villes voisines ou à Budapest. L'entrée de la Hongrie dans l'Union européenne en 2004 y ajoute un facteur d'inquiétude pour l'évolution des paysages, car certains ont commencé à arracher leurs vignes pour percevoir des subventions bien plus rémunératrices dans l'immédiat. L'exploitation touristique des sentiers de vigne et les opérations de réhabilitation des terrasses des Cinque Terre, si elles permettent de faire fonctionner quelques commerces et chantiers, ne pourront pas faire revenir une

population qui a massivement quitté la région depuis les années 1970 en laissant à la friche les trois quarts du territoire¹⁸.

- 24 Enfin, loin de l'enthousiasme communément affiché par les porteurs du dossier certains, anticipant lucidement les effets de l'Inscription, peuvent avoir des jugements très mesurés, voire négatifs quant aux retombées attendues, y voyant davantage un facteur de spéculation qui viendrait stériliser leurs chances de développement. Ainsi, ce jeune viticulteur de Champagne réagissant immédiatement et sans équivoque à l'annonce de l'engagement de la procédure de demande d'Inscription : « Moi, ça me fait peur ; ça veut dire que le prix des terres va augmenter et que nous, les jeunes, on ne pourra plus acheter de la vigne¹⁹ ». Simple réflexion « à chaud », mais peut-être aussi l'intuition que, loin de n'être que l'apposition d'un simple label, une éventuelle Inscription aura inévitablement des effets très concrets sur le quotidien et l'avenir du territoire et de ses habitants.
- 25 Ainsi, le degré de reconnaissance de la valeur universelle exceptionnelle du territoire par ses habitants et leur soumission aux exigences qui l'accompagne sont aussi largement fonction de l'apport en retour d'une contrepartie qui les dédommage de la dépossession de leur usage privé et des contraintes qui leur sont imposées dans leurs activités quotidiennes. La valeur globale énoncée du dehors entre alors en conflit avec la valeur particulière éprouvée du dedans et, dès lors qu'elle conduit à remettre en cause la place de chacun dans le système local et ses projets pour l'avenir, risque de devenir la pierre d'achoppement du fonctionnement futur du territoire.

De la satisfaction à l'affrontement : les effets pervers de la labellisation

- 26 Raisonnant à une échelle globale et pour l'intérêt général sur le très long terme, les institutions internationales ne se préoccupent guère de la prise en compte des configurations sociales locales et des enjeux qui y sont attachés. Pourtant, l'Inscription, à la fois dans son processus et dans son application, si elle agit comme le révélateur d'une certaine homogénéité – paysagère, patrimoniale, culturelle – dont les habitants n'avaient pas toujours conscience auparavant, génère aussi ou réactive des lignes de tension territoriales, sociales et économiques, sources de conflits parfois importants à l'échelle locale.

Consécration ou assignation ?

- 27 La première de ces lignes de tension est d'ordre territorial. Car, qui dit labellisation d'un territoire dit automatiquement délimitation d'une zone élue, distinction entre un « inclus » et un exclu. Cette matérialisation peut, nous l'avons vu, susciter des réactions hostiles vis-à-vis de l'Inscription elle-même, mais aussi, et peut être surtout, générer ou réactiver des antagonismes latents entre groupes ou communautés. Le plus souvent instituée par les futurs gestionnaires du bien inscrit, elle n'est jamais le fruit du hasard et ne fait que traduire un état de fait, si ce n'est admis par tous, en tout cas connu de tous. Dans la région de Tokaj, par exemple, le tracé de la zone centrale est aussi la matérialisation de rivalités historiques entre les villes de Tokaj, Sarospatak et Szerencs, chacune entendant préserver sa zone d'influence.

- 28 Ici réside l'obstacle majeur de cette délimitation et que tous perçoivent confusément car, en figeant un système territorial, c'est aussi un système social que l'on tend à entretenir et à reproduire. Or, reproduire ce système social conduit inévitablement à en reproduire les inégalités, hypothéquant pour beaucoup les chances d'un changement de positionnement dans la société locale, instituant alors ou renforçant une autre ligne de tension interne, sociale cette fois. Car, par l'Inscription passe aussi la légitimation de son statut et de sa place dans le jeu local et c'est une véritable rente de situation (et de domination ?) qui est ainsi offerte aux tenants du patrimoine inscrit, ses propriétaires ou ceux dont l'activité a permis de faire reconnaître aujourd'hui le territoire comme un bien de valeur mondiale, laissant les autres à leur statut de dominés, au mieux de commensaux. En Champagne comme à Tokaj, la structuration sociale s'est faite sur une dualité qui a toujours fait cohabiter grands propriétaires ou négociants et petits vignerons sous tutelle. Si, dans le vignoble champenois les vignerons ont graduellement acquis leur indépendance et constitué une force économique qui, sur certains segments, les positionne à égalité avec les grandes maisons, il n'en reste pas moins que cette partition sociale est encore très vivace et conditionne à la fois les règles de fonctionnement professionnel et les modes de relations sociales²⁰. À Tokaj, l'espoir pour les petits producteurs de s'insérer dans le circuit économique est très réduit du fait de la taille de leur exploitation, d'autant que la mise en place d'une forme coopérative de production n'est pas perçue comme un facteur d'émancipation, la période collectiviste ayant généré des blocages pour le moment insurmontables. Dans les deux cas, les antagonismes récurrents nés de cette dualité ne seront pas dissous dans le patrimoine mondial, bien au contraire, car les uns et les autres, pouvant légitimement revendiquer la part qu'ils ont prise dans la construction de ce patrimoine, continueront de s'affronter sur le partage de la rente de l'Inscription.

Partage de la rente : des gagnants et des perdants

- 29 C'est sur le terrain économique que se situe la troisième ligne de tension. La « rentabilité » économique de la labellisation n'est plus à démontrer et on ne peut nier les effets très positifs que revêt une Inscription du type patrimoine mondial sur les dynamiques locales. C'est pour la plupart des acteurs locaux et des groupes professionnels un élan nouveau qui est impulsé. Élus locaux, producteurs, professionnels du tourisme, commerçants incorporent, avec profit, la nouvelle image du territoire dans leur argumentaire politique ou commercial entretenant l'idée que la qualité reconnue au territoire est contenue dans leurs propres actions ou produits.
- 30 La tentation est grande, pour les membres du groupe « dominant », de se poser en acteurs incontournables du jeu local et de s'appropriier les bénéfices de la rente de situation, la considérant comme une juste contrepartie du rôle qu'ils ont joué dans cette reconnaissance, un retour sur investissement en quelque sorte. Ainsi, en affirmant que c'est grâce à leur action que la région viticole historique de Tokaj a pu être inscrite, les représentants des grands domaines se posent d'eux-mêmes comme légitimes dépositaires du « label » dont la mention figure, depuis lors, en bonne place sur leurs supports de communication. C'est alors le domaine qui s'affiche comme patrimoine mondial, confisquant le bien universel au profit de l'intérêt particulier.

Gérer l'exceptionnel au quotidien

- 31 Dépasser les conflits du quotidien pour assurer une gestion équilibrée du bien place les gestionnaires locaux du territoire – les élus principalement – devant des dilemmes parfois difficiles à assumer. Là encore, l'application des principes de conservation énoncés dans le plan de gestion ne se fait pas sans heurts ni sans exacerbation des tensions. Les limitations opposées à l'usage du sol alimentent la plupart des litiges, notamment en matière de règles d'urbanisme, de délivrance de permis de construire et de style architectural et, soumis localement à de multiples pressions de leurs administrés, les maires sont parfois amenés à prendre des décisions contraires aux objectifs du plan de gestion.
- 32 Parallèlement à ces pressions internes, c'est aussi une demande extérieure qui se développe et qui comporte des risques de déstructuration du tissu social et de mise en infériorité des sociétés locales. Des nouvelles populations attirées par le surcroît de notoriété – souvent des résidents secondaires –, s'installent en réinvestissant des maisons ou des propriétés que certains leur ont cédées au prix fort, provoquant par là même une augmentation artificielle du prix des logements sans rapport avec le pouvoir d'achat local et introduisant des situations de distorsion du marché difficiles à gérer au quotidien.
- 33 La fabrique du patrimoine mondial n'est donc pas qu'affaire de label, d'aura supplémentaire plaquée sur un territoire afin de le confirmer dans un statut d'excellence patrimoniale. Dans les paysages culturels vivants, elle agit en profondeur sur un substrat par essence instable sans cesse remis en question, animé par des tensions internes et aux perspectives d'avenir fluctuantes. Et alors qu'il est censé soustraire le territoire aux incertitudes du quotidien pour assurer sa reproduction, le statut de « valeur universelle exceptionnelle » soumet en fait ce territoire à des forces et dynamiques nouvelles où finalement c'est le quotidien qui s'impose à l'exceptionnel et, en quelque sorte, le somme de se justifier.

Exceptionnel ? Et après ?

- 34 La vision idéale – communément attachée au patrimoine mondial – d'un territoire où, par la grâce de la reconnaissance d'une valeur d'exceptionnalité universelle, l'intangibilité et l'excellence seraient assurées *de facto* et pour toujours et où toutes les tensions seraient apaisées doit, à l'évidence être redressée.
- 35 Si, indubitablement, l'Inscription au patrimoine mondial permet de prendre un nouvel élan, de projeter sur le long terme la relation que les habitants entretiennent avec leur espace de vie, et éventuellement d'en réorienter les modalités dans le sens d'un mieux vivre à venir, et si l'on ne peut nier les effets positifs qui découlent du supplément de notoriété et du crédit d'image apportés par cette reconnaissance internationale, on ne doit cependant pas passer sous silence l'importance des bouleversements économiques et sociaux qu'elle entraîne localement et qui remettent en question les équilibres en place, reposant intégralement la question de l'utilité sociale de telles politiques. Si, pour les tenants du patrimoine ainsi consacré à l'échelle mondiale, l'intérêt qu'il y a à fixer les règles de fonctionnement du territoire est évident, pour les moins favorisés, accepter la responsabilité de la conservation du site peut aussi vouloir dire accepter de rester dans son statut et abandonner tout espoir d'en changer – à moins de partir. Que

vaut alors la reconnaissance mondiale de l'excellence d'un territoire si son acceptation locale n'est pas entière, si cela suppose pour les habitants une charge trop importante par rapport aux bénéfices qu'ils peuvent en tirer, si cela conduit à les brider dans leur vie de tous les jours, et si cela ne les aide pas à rester chez eux ? Que vaut le statut d'excellence conféré à un territoire lorsqu'on a du mal à y vivre au quotidien, lorsque le territoire ou la société est en crise ? Peut-il avoir des vertus curatives ou de résilience et aider alors les individus à mieux vivre au quotidien et à imaginer leur avenir avec confiance ? Enfin, en quoi le statut d'exceptionnalité suffit-il à garantir à la fois l'intangibilité du territoire et son développement durable ? C'est à cette série de questions qu'ambitionne de répondre la recherche en cours.

BIBLIOGRAPHIE

Brochot A., 2003, « Le patrimoine dans les vignobles de Champagne et de Tokaj : représentations, pratiques, enjeux », in Gravari-Barbas M., Guichard-Anguis S. (dir.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, p. 415-432.

Gravari-Barbas M. (dir.), 2005, *Habiter le patrimoine : enjeux – approches – vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 618 p.

La Soudière M. (de), 1991, « Les hauts lieux... mais les autres ? », in Micoud A. (textes rassemblés par), *Des Hauts Lieux ; la construction sociale de l'exemplarité*, Paris, Éditions du CNRS, p. 17-32.

NOTES

1. Adoptée par l'Unesco en 1972, la « Convention pour la protection du Patrimoine mondial, culturel et naturel » définit, sur la base d'une série de dix critères, les « ensembles », « monuments » et « sites » pouvant faire l'objet d'une Inscription. La catégorie de « paysage culturel » a été introduite en 1992 afin de protéger des paysages présentant des « interactions majeures entre les hommes et le milieu naturel ».
2. La notion de « valeur universelle exceptionnelle » est le principe fondamental de la Convention.
3. Intitulée « Paysages d'exception, paysages au quotidien : une analyse comparative de sites viticoles européens du Patrimoine mondial », la recherche réunit quatre équipes : Ladyss (Paris, France) ; Cepage (Bordeaux, France) ; Leonardo (Pise, Italie) ; KTI (Gödöllő, Hongrie).
4. Des travaux réalisés dans les vignobles de Champagne et de Tokaj sur le thème de la patrimonialisation, ainsi que la participation aux travaux du Comité de pilotage pour l'inscription du vignoble de Champagne sur la Liste du patrimoine mondial constituent le matériau sur lequel s'appuie cette réflexion.
5. Introduction des « Orientations devant guider la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial ».
6. « Format pour la proposition d'inscription de biens sur la Liste du patrimoine mondial ».

7. L'Icomos (Conseil international des monuments et des sites) est sollicité pour les biens culturels et l'UICN (Union mondiale pour la nature) pour les biens naturels. Dans le cas des « paysages culturels », les deux institutions peuvent être consultées.
 8. Voir aussi le rapport : « La liste du patrimoine mondial : Combler les lacunes – un plan d'action pour le futur », Icomos, février 2004.
 9. La formule « *vinum regum, rex vinorum* » figure sur toutes les étiquettes et supports de communication.
 10. Art. 14 : « La participation de la population locale au processus d'inscription est essentielle pour la sensibiliser à la part de responsabilité qu'elle partage avec l'État partie quant à l'entretien du site. » Si cette recommandation est explicite dans le texte, elle n'est cependant pas assortie d'une procédure standard définie par le Comité ; aucune obligation n'est faite d'organiser une consultation publique ni même des réunions d'information.
 11. Le comité de pilotage pour l'Inscription de la Juridiction de Saint-Émilion, par exemple, n'a pas voulu organiser de réunions publiques d'information par « peur de vendre la peau de l'ours ».
 12. Extrait d'entretien.
 13. Créée en 1995, l'Association Tokaj Renaissance regroupe les grands domaines, principalement ceux qui ont été repris par des investisseurs étrangers après 1990. Quelques-uns d'entre eux sont situés dans la zone tampon.
 14. Extraits d'entretien.
 15. Extrait d'entretien.
 16. Certains opérateurs font du label Patrimoine mondial un produit d'appel pour leurs offres de voyages et séjours touristiques.
 17. Extrait d'entretien.
 18. On comptait encore 1 200 ha de vignes en exploitation en 1970 contre 1 700 ha en 1900, mais seulement 110 ha en 1999.
 19. Extrait d'entretien.
 20. Dans le langage professionnel comme dans le langage courant, on parle de « négoce » pour désigner les grandes maisons de champagne et de « vignoble » pour désigner les vigneron.
-

RÉSUMÉS

Conférer une valeur d'exceptionnalité à un territoire n'est pas une opération blanche, une simple labellisation sans effets sur les configurations et dynamiques locales. Parce que cela bouleverse inévitablement les équilibres en place – territoriaux, économiques, sociaux, politiques –, en générant de nouvelles représentations et pratiques et en imposant de nouveaux modes de gestion, le territoire « labellisé » devient par là même une scène de négociation, voire d'affrontement entre des groupes porteurs d'intérêts divers, entre les tenants du patrimoine classé et leurs « commensaux », entre les habitants de la zone élue et les « exclus » de la périphérie. Dès lors, c'est le quotidien du territoire qui s'impose à son statut d'excellence et, en quelque sorte, le somme de justifier sa légitimité. Quelques exemples pris dans des « paysages culturels » inscrits sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco illustrent cette problématique.

To confer an exceptionality value to a territory is no neutral operation, nor a simple label with no effect on local configurations and dynamics. As this inevitably upsets the existing balances – whether territorial, economic, social or political – by generating new representations and

practices and setting new management methods, the “labelled” territory thereby becomes a negotiation – even a confrontation – scene between groups which have various interests, between listed heritage holders and their “commensals”, and between the people of a chosen area and the “outcasts” who live on the outskirts. Therefore, it is the realities of daily life which impose themselves upon the excellence status of the territory and, in a way, force it to justify its legitimacy. Some examples of “cultural landscapes” inscribed on the UNESCO World Heritage List were used to illustrate this issue.

INDEX

Mots-clés : quotidien, territoire, patrimoine, identités, conflits sociaux, pratiques culturelles, politiques de protection de l'espace

AUTEUR

ALINE BROCHOT

Géographe,

Ingénieur de recherche,

Ladyss (Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces),

CNRS, Université de Paris 1

2, rue Valette,

75005 - Paris

abrochot@univ-paris1.fr